



LA DOUANE AFRICAINE

Bulletin d'Informations de la Présidence comorienne du Sous-comité des Directeurs Généraux des Douanes de l'Union Africaine

► Editorial

► LE DEVOIR DE S'OUVRIRE

La guerre de deux économies est terminée. Une seule a imposé sa marque et son rythme. Elle a sa vision. Devenir une économie monde. Elle a bousculé des certitudes. Imposé des réalités. Ne pas en tenir compte, c'est se condamner à l'étouffement. La compétitivité est le maître-mot. La concurrence est proclamée. Engranger le maximum de profit est la finalité. Chaque Etat se structure, s'ajuste, pour plus de performance. Refuser la marginalisation, la stagnation et la régression, dans un monde où il n'y a pas de sécurité sociale pour les Etats malades ou affaiblis.

Telle est la lourde tâche des gouvernances d'aujourd'hui. Intégrer les économies à l'échelon régional est une protection. Harmoniser les législations, est la voie. Faciliter les échanges, la circulation des personnes et des biens est un gage de survie. Le Président Azali l'a si bien compris que notre pays est au cœur des transformations profondes que mène le Sous-Comité des Directeurs Généraux des Douanes africaines, sous les auspices de la Commission de l'Union africaine. Sa réunion à Moroni en septembre dernier et celle de son bureau, présidé par M. Kamaldini SOUEF, hier encore, témoignent du souci de gagner avec les autres, dans la confiance renouvelée, de l'Afrique à l'émergence des Comores.

Le travail est immense pour partager ensemble les défis, poursuivre les mutations nécessaires, devenir attractif pour être performant dans une Afrique qui bouge, dans un monde en mouvement. L'émergence n'est pas alors un slogan mais une vision pour le bien-être de chacun. ►

La Zone de Libre-échange continentale africaine (Zlecaf) sera lancée ce dimanche 7 juillet à Niamey au Niger au cours d'un sommet extraordinaire qui devrait, en principe, réunir les chefs d'Etat et de gouvernement du continent. Le président Mahamadou Issoufou a été chargé depuis mars 2018 de faciliter la tenue de ce sommet de lancement en jouant d'ici là les lobbyings pour convaincre ses pairs africains à signer cet accord historique. Un pari réussi car, à ce jour, on compte plus de 22 ratifications depuis le mois d'avril dernier où la République de Gambie a permis de passer le seuil minimum fixé par les chefs d'Etat pour lancer officiellement la Zone de libre-échange, chère à l'Union africaine déjà entrée en vigueur depuis le 30 mai dernier. Aujourd'hui, 52 pays ont adhéré à la Zlecaf sur les 55 que compte le continent. Les Comores sont bien déterminées à ratifier l'accord d'après

La Zlecaf sera lancée officiellement ce dimanche 7 juillet à Niamey

Le seuil des 22 ratifications a été atteint en avril dernier avec la signature de l'accord par la République de Gambie. En tout, 52 Etats ont adhéré à la Zlecaf. Si les pays africains ont franchi une étape décisive de l'agenda, ils doivent régler des questions en suspens comme la liste des règles d'origine par produit, source de désaccords entre des pays africains ou le futur partenariat commercial entre certains géants économiques du continent avec des Etats tiers.



Mars 2018 à Kigali

des informations fournies par la Direction Générale de l'Economie et du Commerce (DGEC). L'Union africaine a remporté la première manche du projet de la Zlecaf.

Mais beaucoup reste à faire pour rendre effectif ce marché commun, considéré, une fois entré en vigueur, comme la future plus grande zone économique en termes d'habitants et d'échanges. L'Afrique compte environ "1,2 milliard de consommateurs avec plus 3.500 milliards de dollars de Pib", selon la Commission de l'Union africaine qui projette environ 300 000 emplois potentiels à l'horizon 2023 une fois porté le taux du commerce intra-africain à 25% contre 16% aujourd'hui.

Les pays membres seront contraints d'abandonner une partie de leur souveraineté économique pour laisser place à des règles harmonisées sur le commerce des biens et de services, sur les règles de la concurrence et les échanges transfrontaliers. Et ce sont bien ces aspects comme d'autres encore qui restent une source de frictions entre des pays du continent et au sein même des communautés économiques régionales (Cer). Les membres de la Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) n'ont pas toujours parvenu à un accord,

par exemple, sur "le principe des règles générales en matière de commerce des biens", selon le magazine Jeune Afrique qui fait part "des difficiles concessions" arbitrées, à plusieurs reprises, par la Côte d'Ivoire sur ce sujet.

Si les pays africains ont franchi une étape décisive de l'agenda de la Zlecaf, ils doivent ainsi régler des questions en suspens comme l'harmonisation des règles d'origine par produit, source de désaccords et même de méfiance chez des géants économiques comme le Nigeria qui hésite toujours à rejoindre l'accord faute de garantie claire sur la nature des négociations futures sur le processus de la libéralisation tarifaire ou encore la définition des listes d'exclusion des produits.

Des consultations vont se poursuivre pour arracher des compromis sur divers aspects touchant la réglementation tarifaire, les règles d'origine des produits et le partenariat commercial entre des Etats du continent et d'autres pays hors Zlecaf. Malgré ces désaccords légitimes, le train du marché commun suit son cours. Le sommet inaugural de juillet marquera un pas de géant vers une Afrique intégrée, chère à ses pères fondateurs. ►

Un Cabinet mis en place pour assister la Présidence comorienne du SCDGDU

Des personnalités aux profils variés accompagnent le Président du Sous-comité dans la mise en œuvre des recommandations de la X^{ème} réunion des Directeurs Généraux des Douanes de l'Union africaine organisée à Moroni en septembre 2018.

Le Président du Sous-comité des Directeurs généraux des Douanes de l'Union africaine a mis en place depuis le mois de février 2019 un Cabinet de cinq personnes chargé du suivi des recommandations de la dixième réunion de Moroni organisée en septembre 2018. Pour l'accompagner durant son mandat d'un an à la tête du Sc-Dgdua Souef Kamalidini, comme ses prédécesseurs, a choisi des personnalités aux profils variés.

Le Cabinet travaille grâce à une expertise interne et externe à la douane. On y trouve quatre techniciens et agents de l'Administration douanière et deux cadres issus du monde de la diplomatie et des médias. Nous vous présentons les membres du Cabinet du Président du Sc-Dgdua. Le mandat du cabinet prend fin au mois de septembre 2019.



Mme Djamila Radjabou, cheffe de Service des Relations extérieures à la Direction générale des douanes. Inspectrice des douanes, elle a travaillé pendant des années au département Coopération douanière à l'Administration générale des douanes. Elle est la **coordinatrice du cabinet du président du Sc-Dgdua** chargé du suivi des recommandations de la 10^{ème} réunion des directeurs généraux des douanes d'Afrique.



Ambassadeur Ahamada Hamadi. Diplomate de carrière, il a travaillé de nombreuses années au ministère des Affaires étrangères occupant, entre autres, le poste de directeur de cabinet à deux reprises le poste de secrétaire général. Il a été à la présidence de la République, chef du cabinet civil, secrétaire général et conseiller diplomatique. Il met son expérience au service du pays, anime d'importants forums nationaux et internationaux et reste collaborateur et consultant de nombreuses institutions nationales et organisations internationales dans divers domaines touchant la politique, les relations publiques, la diplomatie et la défense nationale. **Il est le conseiller politique du cabinet.**



Abdou-Raouf Afraitane, haut fonctionnaire, douanier de formation, Inspecteur des douanes et Ancien chef du bureau d'origine au Centre douanier de Moroni., il demeure l'un des techniciens aguerris dans de nombreux dossiers liés à l'intégration économique. Il a pris part à d'importantes réunions continentales sur divers programmes en cours, relatifs au processus de libéralisation des échanges en Afrique. **Il est le conseiller technique du cabinet.**



Mme Said Mohamed Hania. Assistante principale du Directeur Général des douanes. Diplômée en Commerce international, elle a intégré l'Administration douanière après une riche expérience dans une banque privée de la place. **Elle est la secrétaire du cabinet du président du Sc-Dgdua, chargée de la documentation.**



Abdillah Saandi Kemba. Journaliste de carrière, spécialisé des questions économiques et financières. Ancien conseiller en communication du Vice-président en charge du ministère des Finances et de l'Economie, ancien secrétaire général de la commission nationale interministérielle Comesa. Ancien conseiller en communication du président de la Chambre de commerce, rédacteur en chef du magazine économique de l'Uccia et consultant en communication pour le compte de divers projets exécutés aux Comores par la Banque africaine de développement (BAD). **Il est consultant du cabinet en charge des relations avec les médias.**

Agenda du SC-DGDU

1. Réunion des Directeurs Généraux des douanes de la Région Afrique Orientale et Australe, Gaborone, Botswana, le 20-24 mai
2. Réaliser des Etudes des cas sur les systèmes à Guichet unique en Afrique, Addis Abeba, avril-juin
3. Réunion du Groupe de Travail Technique en collaboration avec le Bureau Régional de l'OMD (Bureau Régional de l'Afrique Centrale et de l'Ouest) sur l'inspection avec expédition, Moroni, le 29-31 mai



4. Finalisation de la Stratégie sur la Facilitation des échanges de l'UA, Addis Abeba, mi-juillet
5. Sensibiliser les Etats Membres sur l'interconnectivité des systèmes informatisés de dédouanement, Port-Louis, 10-14 juin

Zlecaf: La stratégie de facilitation des échanges présentée à Addis-Abeba

Devant le comité des experts, le président du Sous-comité des directeurs généraux des douanes d'Afrique, Souef Kamalidini, a exposé et défendu le texte qui prévoit plusieurs mesures et actions censées promouvoir le commerce intra-africain et accélérer les réformes indispensables à la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale.

La stratégie de facilitation des échanges à l'échelle africaine a été présentée, lors du dernier sommet des chefs d'Etat de l'Union africaine à Addis Abeba, par le directeur général des douanes comoriennes, Souef Kamalidini, président du Sous-comité des directeurs généraux des douanes de l'Union africaine (Scdgdua). Cette stratégie fait partie des recommandations de la 10ème réunion des patrons des douanes d'Afrique, organisée en septembre dernier à Moroni, et à l'issue de laquelle les Comores ont été élues à la tête du bureau avec l'Ouganda qui assure la vice-présidence.

Une série de recommandations a été émise notamment l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de facilitation des échanges au niveau du continent. Il s'agit de l'une des priorités au cœur de la présidence comorienne du Sous-comité des directeurs généraux des douanes de l'Union africaine. Tous les pays du continent ont été sommés à prendre des mesures pour favoriser la fluidité des échanges en mettant en place les outils recommandés en la matière par l'Organisation mondiale du commerce (Omc) et les réformes préconisées par l'Organisation

mondiale des douanes (Omd) qui accompagnent les pays à se les approprier.

"Il s'agit d'un instrument phare qui met les Etats membres sur la voie des réformes à engager pour concrétiser la philosophie d'une Afrique intégrée sur le plan économique", a souligné Souef Kamalidini, à Addis Abeba, devant le comité des experts et des délégués africains en charge du commerce. "Cette stratégie n'est pas une fin en soi, elle aidera nos Etats à poursuivre l'élan des réformes nécessaires à la création de notre zone de libre-échange", a-t-il ajouté. L'Union africaine est partie prenante des Accords sur la Facilitation des échanges (Aef) portés, depuis février 2007, par l'Organisation mondiale du commerce (Omc) et fortement recommandés par les organisations internationales telles que l'Omd et la Cnuced (Conférence des Nations-Unies pour le commerce et le développement). ▶

Lire la suite de l'article sur le site du SCDGUA: <http://sc-dgdua.com>



Février 2018 devant le Comité des experts

La Ckr, l'autre préalable pour la facilitation des échanges

Les Comores ont fait un grand pas dans la transposition des règles et normes de la Convention de Kyoto révisée (Ckr) à la législation douanière nationale avec un taux de conformité estimé aujourd'hui à 72%.



Avril 2019, des douaniers comoriens formés sur les instruments de la Ckr

L'adhésion des pays africains à la Convention de Kyoto révisée (Ckr) est un passage obligé pour une intégration économique maîtrisée respectant la transparence, l'éthique et l'équité des échanges commerciaux dans le continent et avec le reste du monde. Cet instrument juridique, porté par l'Organisation mondiale des douanes (Omd), reste la référence mondiale en ce qu'il pose des règles partagées pour des régimes douaniers harmonisés à l'échelle africaine et mondiale. "La Ckr, c'est la norme de référence en matière de réglementations douanières", précise Elgalib Tourqui, ancien chef du

service Coopération douanière à la Direction générale des douanes. Il s'agit "d'un ensemble de normes et recommandations modernes et efficaces qui couvrent la totalité des activités des administrations douanières afin d'offrir des services de qualité aux acteurs du commerce international dans un environnement mondial en constante évolution et faire face à la prolifération des risques et menaces", d'après une note technique de l'Administration des douanes comoriennes. Conscient que les Comores devraient à tout prix adhérer à cet instrument juridique de l'OMD et dans le souci de préparer le pays à intégrer la Zlecaf, le directeur général des

douanes comoriennes, Souef Kamalidini, a mis en place, par la note N°19/42/MFB/DGD/SREX, un groupe de travail technique, chargé de "mettre en œuvre le plan d'action visant à déposer l'instrument d'adhésion au mois de juin 2019" comme l'avaient demandé les experts de l'OMD dans un atelier consacré à la Ckr organisé à Moroni en avril dernier.

A ce jour, après de nombreuses réunions techniques, le Groupe de Travail Technique (GTT) se montre satisfait des travaux. "Nous sommes à 72% de conformité", a indiqué M. Tourqui qui préside le GTT. "Et sur les 28% des normes restantes à faire respecter, 14% sont couvertes partiellement, 12% non couvertes et 2% sont non applicables car il s'agit des normes qui doivent être appliquées spécialement par des pays ayant des frontières communes, ce qui n'est pas le cas pour nous les Comores".

L'adhésion engagée des Comores à la Ckr est donc une garantie forte prouvant la détermination du pays à respecter pour toujours les normes douanières internationales en matière de facilitation du commerce et de facilitation des échanges. Le projet de création d'une zone de libre-échange en Afrique suppose que l'ensemble des Etats engagent des processus d'affiliation à cet instrument de l'Organisation mondiale des douanes (OMD). Après trois mois de travaux, les Comores devraient déposer l'instrument d'adhésion fin juin lors du Conseil de l'OMD à Bruxelles. ▶

SUIVEZ L'ACTUALITE DES DOUANES COMORIENNES SUR
LE SITE WWW.DOUANE.GOUV.KM

ATELIER REGIONAL SUR L'INTERCONNECTIVITÉ DES SYSTEMES INFORMATISÉS DE DEDOUANEMENT

LES COMORES ONT PRÉSIDÉ L'ATELIER DE SENSIBILISATION DE L'UNION AFRICAINE SUR L'INTERCONNECTIVITÉ DES SYSTEMES INFORMATISÉS DE DEDOUANEMENT ORGANISÉ À L'ILE MAURICE DU 10 AU 14 JUIN DERNIER. ICI, (EN PHOTO DE FAMILLE), DES DÉLÉGUÉS DES ADMINISTRATIONS DES DOUANES AFRICAINES ET DES EXPERTS DE LA COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE DU DÉPARTEMENT COMMERCE & INDUSTRIE. L'ATELIER A ÉTÉ PRÉSIDÉ PAR L'AMBASSADEUR AHAMADA HAMADI AU NOM DU CABINET.



LA DOUANE AFRICAINE

Bulletin d'informations de la présidence comorienne
du Sous-Comité des Directeurs Généraux des Douanes de l'Union africaine

Comité de rédaction

Hamada Hamadi, Mme Djamila Radjabou,
(rastdjamos@yahoo.fr)
Said Mohamed Hania,
(smhania@douane.gov.km)
Abdou-Raouf Afraitane,
Elgalib Tourqui

Conception maquette
Cabinet du SCDGDUA

Assistants techniques

Moinafatima Soilihi
(tatyanna.soilihi@yahoo.fr)
Nadjim Youssouf

Collaborateurs spéciaux

Union africaine, OMD,
OMC, Comesa, Sadc,

Remerciements

SC-DGDUA, Département Commerce & Industrie
de l'Union africaine

Tous droits réservés
Douanes comoriennes

Impressions
Graphica Imprimerie

Adresse complète

Place de l'Indépendance-BP 95- Moroni-Comores Tel : +269 773 18 89/773 90 42
E-mail : douane.gouv.km – Site web : www.douane.gouv.km
SCDGD-UA : <http://www.dgdua-comores-com>

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Addis Ababa, ETHIOPIA / P. O. Box 3243/ Telephone + (251)115 517 700 Fax : +(251)115510467

**REUNION DU BUREAU DU SOUS-COMITE DES DIRECTEURS GENERAUX DES
DOUANES DE L'UNION AFRICAINE. MORONI, UNION DES COMORES
DU 13 AU 15 FEVRIER 2019**

Original: Français

EXTRAIT DU COMMUNIQUE FINAL

La Réunion du Bureau du Sous-Comité des Directeurs Généraux des Douanes de l'Union Africaine s'est tenue à Moroni, en Union des Comores, du 13 au 15 février 2019, à l'Hôtel Retaj sous la présidence effective de Monsieur SOUEF Kamalidini, Directeur Général des Douanes de l'Union des Comores et Président du Sous-Comité des Directeurs Généraux des Douanes de l'UA. Ont pris part à ces travaux, les pays membres du bureau ci-dessous :

Comores : Président,

Rwanda : Rapporteur

Amis du Président :

Guinée: Région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre

Lesotho : Région de l'Afrique de l'Est et Australe

Algérie: Région de l'Afrique du Nord et Moyen Orient, A été absent à la réunion :

Ouganda: Vice-Président,

Après la cérémonie d'ouverture pendant laquelle a été présenté le cabinet du Président du SCDGDUA, l'ordre du jour a été adopté comme suit :

- 1.** Présentation des Douanes Comoriennes ;
- 2.** Présentation du rapport de la 10^{ème} Réunion Ordinaire du SCDGDUA tenue du 20 au 21 septembre 2018 à Moroni ;
- 3.** Examen des recommandations de la 10^{ème} Réunion Ordinaire du SCDGDUA;
- 4.** Présentation du projet d'observatoire du commerce de l'UA
- 5.** Présentation du Calendrier proposé pour les activités de la Division de la Coopération Douanière pour l'année 2019 ;
- 6.** Préparation de la 11^{ème} Réunion Ordinaire du SCDGDUA (brève mise à jour et discussions)

► Fait à Moroni le 15 février 2019.



Inspection avant expédition: Les Comores ont abrité l'atelier Groupe de travail technique de l'Union africaine

Plus d'une vingtaine de délégués et représentants des douanes d'Afrique de l'Ouest et Centrale partagent leurs expériences sur les services externalisés en douane, communément appelé « inspection avant expédition » (Pre-shipment), confiés à des sociétés privées. Le but de l'atelier est d'accompagner ces administrations douanières africaines à abandonner ce système mis en place pour la première fois en 1963 en République démocratique du Congo (Ex-Zaïre). L'atelier a été ouvert par le président en exercice du Sous-comité des Directeurs généraux des douanes de l'Union africaine (Scdgdua), Souef Kamalidini.



Mai 2019, des Délégués des Douanes africaines ici à l'Hôtel Retaj Moroni

Les travaux du premier atelier du Groupe de travail technique de l'Union africaine sur « l'inspection avant expédition » en milieu douanier en Afrique ont été ouverts officiellement fin mai à Moroni par le président du Sous-comité des Directeurs généraux des douanes de l'Union africaine, Souef Kamalidini, aux côtés du chef de Division Commerce et Industrie de l'Ua, Ali Ibouroi, et du chef du bureau régional de l'Organisation mondiale des douanes (Omd) en charge du renforcement des

capacités des douanes dans la région d'Afrique de l'Ouest et Centrale, Tafili Ebenezer. Des experts de la Cnuced (Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement) prennent part aux travaux.

Les délégués échangent, pendant trois jours, leurs expériences sur les services externalisés des douanes, longtemps confiés à des sociétés privées. Celles-ci assuraient des missions régaliennes

(évaluation, contrôle de la valeur, tarif, gestion des risques...) qui devraient normalement être aux mains des agents des administrations douanières. En Afrique, ce système a été mis en place, pour la première fois, en République démocratique du Congo (Ex-Zaïre) en 1963. Aux Comores, il a été expérimenté début 1998. Les services externalisés avaient été ainsi confiés à la société suisse Cotecna. Avec le temps, les performances attendues n'étaient pas au rendez-vous. Ces sociétés n'ont pas pu relever le niveau des recettes ni apporté des transferts de compétences aux agents douaniers locaux, d'après de nombreuses études. Et beaucoup de pays ont résilié les contrats qui les liaient avec ces sociétés privées comme c'est le cas aux Comores en 2006. « Il a été notamment constaté que ces programmes (avec ces sociétés, ndlr) se sont avérés préjudiciables au renforcement des capacités de la douane et ont entravé la réalisation des avantages escomptés », d'après la Déclaration de Niamey de juin 2013. Celle-ci a fortement recommandé à toutes les administrations douanières africaines à résilier ces contrats et à reprendre leurs missions régaliennes. Certains pays ont abandonné ce système de mise sous tutelle des douanes alors que d'autres s'attachent toujours les services de ces sociétés, souvent soutenues par de réseaux d'institutions internationales.

Aujourd'hui, il s'agit de voir comment partager nos expériences et accompagner nos administrations à reprendre des missions régaliennes longtemps sous l'emprise des sociétés privées », a expliqué Souef Kamalidini, remerciant l'assistance technique de l'Omd et de la Cnuced au cœur des réformes et des transformations des douanes africaines notamment.

Lire la suite de l'article sur notre site :
<http://www.dgdua-comores-com>



East and Southern Africa Region Governing Council Meeting in Botswana

At the invitation of Mr. Dicksons Kateshumbwa, Vice-Chair for the WCO East and Southern Africa Region and Commissioner of Customs, Uganda Revenue Authority, WCO Secretary General Kunio Mikuriya attended the 24th East and Southern Africa (ESA) Region Governing Council Meeting, held in Gaborone, Botswana on 23 and 24 May 2019.

The Meeting was addressed by the Minister of Finance and Economic Development of Botswana, Mr. Ontefetse Kenneth Matambo, who emphasized the important role played by Customs in economic development and integration, as well as in supporting the accomplishment of the United Nations Sustainable Development Goals. He confirmed Botswana's commitment to strengthen cooperation with international partners and acknowledged the WCO's leading role in enhancing international trade by developing Customs standards and supporting Members' compliance and enforcement efforts.

When welcoming delegates, Mr. Valshia Phodiso, Acting Commissioner General, Botswana Unified Revenue Service, underscored the achievements of and challenges faced by Botswana Customs. He expressed his appreciation for the strong support received from the WCO through the many initiatives taken up, and particularly for the capacity building support.

The Vice-Chair for the Region, Mr. Kateshumbwa, extended a warm welcome to delegates. In his report he referred to the outcomes of the December Policy Commission and the progress to date with the implementation of the Regional Strategy. He highlighted the need for concerted efforts to successfully implement the African Continental Free Trade Area Agreement, recognizing the important support of the private sector and development partners.



Secretary General Mikuriya updated delegates on recent developments and highlighted the critical role played by technology in streamlining Customs procedures and enhancing regional integration. In this sense, he outlined the key areas of work covered under the WCO theme for 2019 : "SMART borders for seamless Trade, Travel and Transport". ▶

Source: OMD

The RKC, another tool for trade facilitation.

Comoros has taken a major step in order to adopt the revised Kyoto Convention (RKC) rules and norms to national customs legislation with a compliance rate currently estimated at 72%.



The accession of African countries to the revised Kyoto Convention (RKC) is a necessary step for a controlled economic integration respecting the transparency, ethics and fairness of trade in the continent and with the rest of the world. This legal instrument, carried by the World Customs Organization of the World Customs Organization (WCO), remains the world reference in which lays down shared rules for harmonized customs procedures at the African and global levels. "The RKC is the reference standard for customs regulations," says Elgalib Tourqui, former head of the customs cooperation department at the General Directorate of Customs.

It is "a set of modern and effective standards and recommendations that cover all the activities of Customs administrations in order to provide quality services to international trade actors in a constantly changing global environment and to cope with proliferation of risks and threats ", according to a technical note from the Comorian Customs Administration. To date, after many technical meetings, the Technical Working Group

(TWG) is satisfied with the work. "We are at 72% compliance," said Elgalib Tourqui, "And of the 28% of remaining standards to be enforced, 14% are partially covered, 12% are not covered and 2% are not applicable because they are standards that need to be applied especially by countries with common borders, which is not the case for us Comoros ".

The commitment of Comoros to the RKC is therefore a strong guarantee of the country's determination to adopt international customs standards for trade facilitation. The project is to create a free trade zone in Africa and all states engage in processes of affiliation to this instrument of the World Customs Organization (WCO). After three months of work, Comoros should deposit the instrument of accession at the end of June at the WCO Council in Brussels. ▶

FOLLOW AND THE NEWS OF COMORIAN CUSTOMS ON OUR WEBSITE: WWW.DOUANE.GOUV.KM



AFRICAN CUSTOMS

Newsletter of the Comorian Presidency of the African Union
Sub-Committee of Directors-General of Customs

► Editorial

► THE DUTY TO BE OPENED

The war of the two economies is over. Only one has imposed its mark and its rhythm. It has its vision. Become a world economy. It pushed certainties. Imposed realities. To ignore it, is to condemn itself to suffocation. Competitiveness is the key word.

Competition is proclaimed. To gain the maximum of profit is the finality. Each state is structured, adjusted, for more performance. Deny marginalization, stagnation and regression, in a world where there is no social security for weakened States.

This is the heavy task of today's governance. Integrating economies at the Regional level is protection. Harmonize legislation, is the way. Facilitating trade, the movement of people and goods is a guarantee of survival. The President of Comoros, HE Mr. Azali Assoumani has understood it so well that today our country is at the heart of the sub-committee of the Directors General of Customs of the African Union

The meeting, which was held in Moroni last September, chaired by Mr. Kamalidini SOUEF, just yesterday, reflect the desire to win with others, in new confidence, Africa to the emergence of the Comoros. The work is immense to share the challenges together, to pursue the necessary changes, to become attractive to be successful in a moving Africa, in a world in motion. Emergence is not then a slogan but a vision for the well-being of everyone. ►

The African Continental Free Trade Zone (CFTA) will be launched on July 7 in Niamey, Niger, during an extraordinary summit that should, in principle, bring together the continent's heads of state and government. President Mahamadou Issoufou has been tasked since March 2018 to facilitate the launching of the summit by convincing his African peers to sign this historic agreement.

A successful bet because, to date, there are more than 22 ratifications since last April when the Republic of The Gambia has allowed to pass the minimum threshold set by the heads of state to officially launch the Free Trade Area .Today, 52 countries have joined the CFTA out of the 55 on the continent. Comoros is determined to ratify the agreement before this July summit, according to information provided by the Directorate General of Economy and Trade .The African Union won the first round of the CFTA project. Much remains to be done to make this common

The CFTA will be officially launched on July 7th in Niamey

The edge of 22 ratifications was reached last April with the signing of the agreement by the Republic of The Gambia. In all, 52 states have joined the CFTA. If African countries have reached a decisive stage on the agenda, they must resolve outstanding issues such as the list of rules of origin by product, source of disagreements between African countries or the future commercial partnership between some economic giants of the continent. With third States.



Mach 2018 in Kigali

market effective, considered, once entered into force, as the future largest economic area in terms of inhabitants and exchanges. Africa has about "1.2 billion consumers with over \$ 3.5 trillion of GDP," according to the African Union Commission, which project is about 300,000 potential jobs by 2023 when the intra-trade rate is raised African at 25% against 16% today. Countries members will be forced to give up some of their economic sovereignty to make room for harmonized rules on trade in goods and services, competition rules and cross-border trade.

In addition, these and other aspects remain a source of contact between the countries of the continent and within the regional economic communities .If African countries have reached a decisive stage on the agenda of CFTA , they must settle outstanding issues such as the harmonization of rules of origin by product, source of disagreements and even mistrust among biggest economy in African .

Nigeria is still hesitant to join the agreement because of a lack of clear guarantees on the nature of future

negotiations on the process of tariff liberalization or the definition of product exclusion lists.

Consultations will continue on various aspects of tariff regulation, product rules of origin and the trading partnership between continental states and other non-CFTA countries. Despite these legitimate disagreements, the common market train continues. The inaugural summit in July will mark a giant step towards an integrated Africa. ►

